

À Paris, le 5 avril 2019,

Loi ORE : l'ANESTAPS n'a pas oublié les engagements du gouvernement.

La loi ORE "Orientation et Réussite des Étudiants", promulguée il y a plus d'un an, a pour objectifs principaux de **permettre aux jeunes de mieux s'orienter et de réussir dans l'enseignement supérieur** notamment avec la mise en place de parcours d'accompagnement personnalisés.

En septembre dernier, l'ANESTAPS a une fois de plus alerté le gouvernement sur la situation de tension de la filière STAPS. Cette dernière est liée à l'augmentation progressive des capacités d'accueil des UFR STAPS, dont le but reste de permettre à chaque jeune d'intégrer la formation de son choix, sans pour autant recevoir les moyens nécessaires du gouvernement.

Rendant les UFR incapables d'assurer une formation de qualité pour toutes et tous, ce manque criant de moyens se matérialise par une insuffisance en ressources humaines et matérielles néfaste aux conditions d'études des jeunes en formation.

L'ANESTAPS et la C3D se sont donc fortement mobilisées pour **ouvrir 3100 places supplémentaires en STAPS sur tout le territoire pour la rentrée 2018, avec l'engagement fort du gouvernement d'assurer les ressources financières pour le permettre**. Une réelle victoire pour notre organisation qui défend un enseignement public de qualité et accessible à tous.

Cependant, sept mois après la rentrée, l'heure est au bilan.

À l'approche de la rentrée universitaire 2019, les premiers signes d'inquiétude se font ressentir. En effet, **les étudiants des UFR STAPS de Brest et Nantes se sont mobilisés cette semaine**. En cause, une incertitude totale quant au respect des engagements annuels et pluriannuels des rectorats sur le fléchage du budget. **Ce manque de visibilité sur le planning prévisionnel de réception des moyens empêche les UFR de lancer leur campagnes de recrutement** des enseignants titulaires et personnels administratifs pour septembre prochain.

L'urgence d'augmenter les ressources humaines à la rentrée prochaine est d'autant plus importante car, à la problématique du délai de recrutement, s'ajoute l'augmentation notable du taux de réussite en L1 qui va engendrer une hausse encore plus importante des effectifs globaux en STAPS.

Persuadée que c'est par le dialogue qu'il est le plus propice de trouver des solutions, l'ANESTAPS tient à rappeler, **malgré la situation alarmante, sa volonté de continuer à instaurer un espace d'échanges** dans l'académie de Rennes, de Nantes et partout en France.

Néanmoins, l'ANESTAPS, organisation de jeunesse militante, a toujours agit dans le seul but de défendre les intérêts des jeunes voulant s'orienter vers les métiers du sport. **Elle n'hésitera donc pas à se mobiliser nationalement**, comme elle a pu le faire dans le passé, si elle estime que le contrat de confiance est rompu.

Contacts :

Baptiste Romero - *Attaché de Presse*
presse@anestaps.org - 06 03 50 40 53

